

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Barentin, le 6 décembre 2023

A Barentin, les maires et le Mouvement Hlm réaffirment leur implication commune et appellent l'Etat à agir face à la crise du logement

L'Association des petites villes de France, présidée par Christophe Bouillon, ancien député de Seine-Maritime, Maire de Barentin et **l'Union sociale de l'habitat**, présidée par Emmanuelle Cosse, **ont organisé le mercredi 6 décembre, à Barentin (Seine-Maritime), une rencontre nationale sur le thème du logement** intitulée « Ensemble, relevons les défis du logement dans les petites villes ».

Alors que plus de 2,4 millions de ménages français sont en attente d'un logement social, cette journée a permis de **valoriser les initiatives déjà menées par les maires des petites villes et le monde Hlm** et d'en tirer, sans attendre, les enseignements nécessaires pour répondre à ce défi qui constitue une réelle bombe sociale pour le pays.

A l'issue de cette rencontre, l'APVF et l'USH rappellent que **la crise du logement concerne tous les territoires et n'épargne pas les petites villes**, lieux de résidence pour de nombreux Français face à la flambée des prix de l'immobilier dans les grands centres-urbains.

A l'heure où se conjuguent les défis démographiques, avec le vieillissement de la population, écologiques, avec la nécessité de rénovation thermique des logements, et la mise en œuvre de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) qui rend le foncier disponible de plus en plus rare, **l'APVF et l'USH appellent donc l'Etat à jouer pleinement son rôle à travers une grande politique du logement social, dotée d'une réflexion sur les outils et les moyens qui la rendent pleinement possible.**

En effet, la question des moyens se pose tant pour les bailleurs sociaux que pour les maires. Ainsi, l'APVF partage le souhait de l'USH de **supprimer la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS)** afin de pouvoir redonner aux bailleurs sociaux de réelles capacités d'investissement.

De même, **la question des moyens demande aussi de rouvrir les réflexions sur l'autonomie fiscale et financière des collectivités territoriales** dans un contexte où les petites villes font face à une réduction de leurs capacités d'autofinancement et à un mur d'investissement pour financer la transition écologique. La politique du logement, pour être acceptée et efficace, doit pouvoir s'appuyer sur un lien fiscal entre le citoyen et le territoire.

Pour Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat : *« Face à une crise du logement qui bloque l'ensemble du secteur, privé et social, nous devons relancer l'alliance entre l'Etat et les collectivités pour répondre aux défis de notre temps. Les organismes de logement social sont au service des territoires et de l'intérêt général. En logeant la France telle qu'elle est, celle des petites retraites comme des jeunes actifs, dans tous les territoires, petites villes et grandes métropoles, en proposant des logements adaptés aux différents publics, nous contribuerons à redonner du sens à la promesse républicaine. »*

Pour Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France : *« Dans le parc social, la transition écologique et démographique doit pouvoir se faire à tous les étages et les maires des petites villes ont un rôle à jouer. Des partenariats étroits entre les petites villes et le monde Hlm se sont noués et les initiatives sont déjà nombreuses qu'il s'agisse d'habitat intergénérationnel, de sobriété foncière ou encore de rénovation énergétique. Pour accélérer ce mouvement face à la crise du logement, il est temps d'agir. »*

L'Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.

Pour en savoir plus : www.apvf.asso.fr

L'Union sociale pour l'habitat représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer, quelque 566 opérateurs Hlm (fin 2022) à travers ses cinq fédérations (la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm (Coop'Hlm), PROCIVIS UES-AP et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale auprès des pouvoirs publics, des médias, des milieux professionnels et de l'opinion publique ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat et l'élaboration de propositions pour une politique sociale de l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes Hlm afin de faciliter, rationaliser et développer leurs activités et leurs compétences professionnelles. En 2022, les organismes Hlm ont mis en chantier 66 500 logements neufs et logements-foyers. Ils détiennent et gèrent 4,8 millions de logements locatifs et 0,37 million de logements-foyers et logent environ 10,2 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont également d'importants acteurs de l'accession sociale à la propriété : en 2022, 16 300 logements ont été vendus à des accédants, en secteur groupé ou en diffus. Animés par 12 000 administrateurs bénévoles, ils emploient 89 000 salariés.

Pour en savoir plus : www.union-habitat.org

Contacts presse :

APVF : Marie COULET, Conseillère – 06 05 39 54 09 – mcoulet@apvf.asso.fr

L'USH : Anne DECHAUMONT – 01 40 75 79 39 ou 07 64 57 85 66 – anne.dechaumont@union-habitat.org